

Bulletin d'histoire politique

Les stratégies de l'opposition chilienne face à Salvador Allende de 1970 à 1973

Philippe Longchamps



Volume 12, numéro 2, hiver 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060700ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060700ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Longchamps, P. (2004). Les stratégies de l'opposition chilienne face à Salvador Allende de 1970 à 1973. *Bulletin d'histoire politique*, 12(2), 189–203.
<https://doi.org/10.7202/1060700ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les stratégies de l'opposition chilienne face à Salvador Allende de 1970 à 1973

PHILIPPE LONGCHAMPS

Historien

Medborgarskolan de Malmö, Suède

INTRODUCTION

Avons-nous, en tant qu'individus et en tant que société, des leçons à tirer de l'histoire politique d'un pays lointain sans grande influence sur la scène internationale ? Au cours des trois années que nous avons consacrées à l'étude de l'histoire politique chilienne et à la cueillette des documents indispensables à mes recherches, à maintes reprises des gens m'ont interpellé sur la nécessité et le pourquoi d'une recherche sur ce sujet. Le cas chilien m'a paru attrayant, car ce dernier représente une expérience inédite et débordante d'anecdotes incroyables. Nous sommes persuadé que nous pouvons tirer des leçons des événements ayant marqué l'histoire universelle, afin de parvenir à mieux comprendre comment l'histoire est à la source des croyances, des opinions et des mythes de notre époque. Il permet de tirer des leçons des agissements et des actions des groupes opposés au processus révolutionnaire démocratique amorcé par Salvador Allende et le gouvernement de l'Unité populaire. Ce texte est le résumé d'un mémoire de maîtrise¹, réalisé entre 1999 et 2003, sous la supervision de l'historien chilien et professeur à l'UQAM, José Del Pozo. C'est un mémoire qui cherche à analyser les stratégies de la Démocratie chrétienne en tant que parti d'opposition face à Salvador Allende et l'Unité populaire, lors des trois années ayant précédé le coup d'État du 11 septembre 1973. Il s'agit donc d'un sujet original, contribuant à valoriser l'historiographie du sujet.

Le but de ce mémoire a été de faire la lumière sur les méthodes institutionnelles et extra-institutionnelles employées par le Parti de la Démocratie chrétienne pour faire opposition à Allende, sans tomber dans le piège de l'interprétation extravertie, attribuant un rôle de premier plan aux éléments externes (CIA) ou au général Pinochet. Enfin, nous nous sommes efforcé, dans cette recherche, à démontrer que l'aile dominée par l'ancien Président

Eduardo Frei au sein de la Démocratie chrétienne avait, dès le départ, cherché à provoquer une crise politique afin de favoriser la réélection de ce dernier en empêchant Allende d'exercer le pouvoir de manière effective, tout en éliminant les éléments conciliateurs au sein de leur propre parti politique. Essentiellement, cette recherche vise à démontrer qu'au cours de ces années, les membres de l'opposition chilienne ont contribué à l'approfondissement d'une crise politique en employant des méthodes peu orthodoxes et antidémocratiques en adoptant la stratégie préconisée par l'aile conservatrice de la Démocratie chrétienne, dominée par les partisans de l'ex-Président Frei. Notre contribution principale à l'avancement des connaissances sur le sujet est que nous sommes parvenu à prouver que malgré la présence de certains éléments conciliateurs au sein de la Démocratie chrétienne, la faction *freiste* (ex-*oficialistas* appuyant Frei) est parvenue à éliminer les membres du parti prêts à collaborer de façon constructive avec le gouvernement Allende, en procédant à une réorganisation interne qui fit basculer ce parti vers la droite réactionnaire.

HISTORIOGRAPHIE ET MÉTHODOLOGIE

C'est à l'aide de sources primaires recueillies à la bibliothèque nationale du Chili de Santiago que nous avons reconstitué un récit de l'évolution des stratégies de la Démocratie chrétienne. Le journal de la Démocratie chrétienne, *La Prensa*, la revue *Política y Espiritu* et le journal de droite *El Mercurio* illustrent la subordination croissante de la Démocratie chrétienne face aux forces réactionnaires de la droite, ainsi que l'infiltration des services secrets américains dans les médias et dans l'élaboration et la diffusion de la propagande anti-Allende. Plusieurs monographies, articles et documents inédits ont été utilisés pour compléter la documentation. Le rapport *Church* sur les agissements des États-Unis au Chili a constitué aussi une source utilisée occasionnellement, lorsqu'il s'agissait d'analyser l'influence des facteurs externes. De plus, quelques entrevues semi-dirigées, dont une avec l'ancien ministre d'Allende, Jacques Chonchol, et une autre avec Francisco Zapata, exilé chilien, auteur et professeur de sociologie au *Colegio de México*, ont été réalisées afin de valider certaines de nos hypothèses. Nous avons eu recours à différents types de sources primaires afin de mieux comprendre les intérêts des individus faisant partie de ces sous-groupes : conservateur *oficialistes* (*freistes*), réformiste *rebeldes* et l'aile progressiste (*terceriste*)², qui constituaient les trois tendances dominantes au sein de la Démocratie chrétienne à cette époque³. C'est en se concentrant sur les phases initiales et sur les causes internes que nous sommes parvenu à mieux comprendre l'ultime étape dans l'élaboration de la stratégie employée pour renverser Allende.

Après une brève mise en contexte dans le premier chapitre, nous avons procédé à une définition des mouvements démocrates-chrétiens dans le monde et retracé l'évolution et la consolidation de sa version chilienne. Ensuite, les œuvres traitant des relations entre la Démocratie chrétienne et l'Unité populaire, ainsi que de la Démocratie chrétienne en tant que parti, font l'objet d'un bilan historiographique qui propose une catégorisation respectant des tendances interprétatives. L'analyse des quatre courants interprétatifs (interne, anthropologique, biographique et révisionniste) permet de bien saisir l'angle d'étude choisi, aide à bien cerner la problématique et permet d'argumenter avec rigueur ce sujet qui n'a pas reçu jusqu'à présent toute l'attention qu'il mérite dans l'historiographie sur le Chili contemporain. Nous démontrons que l'idéologie à l'origine des mouvements démocrates-chrétiens d'Europe a contribué à l'émergence et à la définition de sa version chilienne. La culture politique découlant de ce mouvement a été conditionnée par l'histoire des organisations sociales chrétiennes à l'origine des regroupements étudiants et politiques qui se sont transformés en Démocratie chrétienne chilienne. De plus, un survol de l'histoire des relations entre membres du parti, nous permet de dresser un portrait des diverses tendances que l'on retrouve au sein de cette organisation. On ne peut négliger l'aspect de l'organisation interne des réseaux d'influence, car cette dernière nous permet de faire ressortir la nature horizontale des réseaux à l'origine des groupes d'influence au sein de la Démocratie chrétienne et de définir la nature de la culture politique du parti. De plus, il nous a semblé essentiel de parler de l'évolution du constitutionnalisme chilien en effectuant un bref survol de l'histoire politique du Chili entre 1818 et 1970, dans le but de démontrer que le cas chilien est un cas à part. Le second chapitre est divisé en deux parties, l'une portant sur la méthodologie employée (analyse partielle de contenu) et l'autre présentant les résultats de notre investigation de façon quantitative. Le troisième chapitre représente l'essentiel de l'avancement des connaissances, car nous y avons fait la démonstration de notre thèse. Ce chapitre complète utilement l'œuvre de Michael Fleet tout en prenant soin de se distancer des interprétations réductrices qui attribuent une trop grande part de responsabilité aux acteurs externes, particulièrement la CIA. L'approche révisionniste employée vient démolir systématiquement la thèse de Pierre Letamienda⁴, biographe de Frei, tendant à démontrer la non responsabilité de la Démocratie chrétienne dans le coup d'État de Pinochet⁵.

LA VOIE CHILIENNE VERS LE SOCIALISME
ET L'IDÉE DU RENVERSEMENT D'ALLENDE

«*Por la razón o la fuerza*» [par la raison ou la force] voici une devise nationale qui résume bien la tournure des événements ayant marqué la courte

période de trois ans de l'histoire du Chili que plusieurs auteurs ont nommé « la voie chilienne vers le socialisme »⁶. Certes, le Chili avait connu des guerres civiles et des coups d'État depuis son indépendance en 1810, mais selon les standards démocratiques du sous-continent américain, ce pays avait été, avant 1973, le point de référence en matière de stabilité pour la région⁷. En effet, on a toujours considéré ce pays latino-américain comme un cas à part. Plusieurs auteurs ont comparé sa réalité géopolitique et ses rapports avec ses pays voisins, en disant que le Chili bénéficiait d'une situation comparable à la Grande-Bretagne face à l'Europe et au Japon face à l'Asie. Dans cette optique, l'insularité chilienne n'est pas définie en termes géographiques, mais en termes socio-historiques. Cette stabilité fut mise à rude épreuve à partir de 1970 à cause d'une polarisation idéologique entre les forces gouvernementales et celles de l'opposition.

À la fin du régime de Frei en 1969-1970, les membres du parti Démocrate chrétien ont réalisé qu'ils ne pourraient pas transformer leur mouvement politique en un parti hégémonique⁸. En effet, Frei a échoué dans sa tentative d'institutionnalisation de sa « révolution dans la liberté ». L'obstacle principal du parti Démocratie chrétienne devint cette nouvelle coalition des partis de gauche qui vint remplacer le FRAP⁹. Avec le docteur Salvador Allende à sa tête, l'Unité populaire est parvenue à remporter les élections de 1970, alors que le parti Démocratie chrétienne terminait bon troisième. Cette élection présidentielle représente un événement sans précédent dans l'histoire du monde, car pour la première fois, un marxiste-léniniste était élu démocratiquement dans un système électoral respectant une constitution établie et reconnue.

Le 4 septembre 1970, Salvador Allende remporte le scrutin avec une simple pluralité. Les résultats ont été les suivants: Allende 1070334 (36,2%); Alessandri 1031159 (34,9%); Tomic 821801 (27,8%); votes annulés 31505 (1,1%).

N'ayant pu obtenir de majorité comme son prédécesseur, son élection comme président de la République dépendait du Congrès. Il y avait eu une tradition constamment respectée lors des élections chiliennes où jamais il n'y avait eu de majorité absolue, sauf dans le cas de Frei en 1964. La constitution disait que s'il n'y avait pas de majorité absolue, c'était le Congrès qui devait décider dans les 50 jours suivants, entre les deux premières majorités relatives. Ce qui s'est produit était bien prévisible, car le Congrès a attribué la présidence à celui qui avait obtenu la première majorité relative, c'est-à-dire Allende. Même si légalement ils étaient libres de choisir entre le premier et le second. L'habitude avait fait qu'il attribuait leur vote au candidat avec la première majorité relative. Cette tradition existait bien avant la Doctrine de Schneider. Cette doctrine était, avant tout, le respect et la subordination des

forces armées face aux pouvoirs civils. Toutefois ces deux facteurs se sont conjugués pour que la Démocratie chrétienne appuie Allende au moment de l'élection par le congrès.

La défaite de Tomic avait laissé certains membres de la Démocratie chrétienne perplexes quant à l'attitude des constitutionnalistes et progressistes de leur propre parti¹⁰. Cependant, au moment de l'assermentation d'Allende, malgré les cris d'alarme lancés par certains membres de la faction *terceriste*, les démocrates-chrétiens avaient déjà entamé une restructuration interne. La faction *freiste* (ex-*officialiste*¹¹) a repris le contrôle du parti éliminant les *terceristes* des postes clefs et occupa toutes les positions de direction depuis leur mauvaise campagne électorale¹².

Nous avons démontré que, dès le départ, une partie de la Démocratie chrétienne (les *freistes*) cherchait à créer les conditions de l'éventuelle réélection d'Eduardo Frei et que cette dernière était opposée aux éléments progressistes de leur propre parti (les *terceristes*). Cependant, il est difficile de prouver sans équivoque, à l'aide d'éditoriaux et d'articles de journaux, que la stratégie initiale de la Démocratie chrétienne incorporait, dès le départ, des éléments conspirateurs, dans le but de provoquer la chute d'Allende, car certains membres de la Démocratie chrétienne avaient adopté une approche cordiale (relative). En effet, les auteurs de l'assassinat du général Schneider, qui cherchaient à empêcher la nomination d'Allende par le Congrès en 1970, n'étaient pas des membres de la Démocratie chrétienne¹³. Ces derniers ont d'ailleurs été dénoncés dans les articles sélectionnés dans les médias de la Démocratie chrétienne. Cependant, la Démocratie chrétienne adopta une position sans ambiguïté face à l'Unité populaire, dans ses éditoriaux, après l'assassinat d'un de ses anciens ministres, Edmundo Pérez Zujovic, par un groupe d'extrême gauche en juin 1971.

Malgré le statut minoritaire du président Allende et des partis formant l'Unité populaire au Congrès, la gauche a rapidement oublié qu'elle devait attribuer son élection à la concurrence des forces d'opposition. Les sources primaires ont démontré que ces derniers étaient convaincus qu'ils représentaient la majorité du peuple face aux groupes d'intérêts représentatifs des minorités dominantes de la société chilienne. La Démocratie chrétienne se considérait comme le parti rassembleur pour tous les Chiliens et tentait de démontrer que l'Unité populaire avait recours à des méthodes discriminatoires et partisans malgré les discours à saveur populaire d'Allende. À l'image des présidents qui l'ont précédé (sauf dans le cas de Frei en 1964), Allende a dû ajuster son programme politique en fonction de la réalité des coalitions politiques, dans le but de gouverner efficacement. De là l'importance du document des garanties constitutionnelles¹⁴ mis de l'avant par la Démocratie chrétienne au tout début du régime d'Allende. Toutefois, Frei et Allende avaient, tous deux, entrepris

de transformer le Chili en un état moderne et développé, mais la Démocratie chrétienne a cherché à mettre l'accent sur les méthodes radicales de l'Unité populaire pour parvenir à effectuer ces changements tout en essayant de démontrer que l'Unité populaire gouvernait anticonstitutionnellement. En effet, certains éléments importants de l'Unité populaire, dont le propre parti d'Allende (PS¹⁵), étaient ouvertement dédiés à la transformation révolutionnaire de l'ordre socio-économique, dans le but de provoquer une profonde mutation du système institutionnel (allant au-delà de la réforme). C'est à partir de ces observations, que les éditorialistes de la Démocratie chrétienne ont tenté (à quelques reprises) de distancer Allende de l'Unité populaire en affirmant qu'il était un modéré parmi une bande d'extrémistes, tout en lui tendant une perche afin de parvenir à un éventuel accord, sans trop y croire.

Nous nous sommes attardé sur le fait que l'élection d'Allende est survenue dans une conjoncture durant laquelle le système politique était en pleine situation de crise. Toutefois, en nous appuyant sur les sources secondaires, nous avons établi que les membres de la faction *freiste* de la Démocratie chrétienne ont commencé à regagner du terrain en ouvrant la porte au dialogue avec certains membres du parti National (PN¹⁶) et en encourageant les groupes d'intérêts de droite et les lignes de masse à adopter une stratégie d'opposition radicale conjointe face au gouvernement. En effet, le parti Démocratie chrétienne dans son rôle d'opposition vis-à-vis le gouvernement de l'Unité populaire a entamé un processus de subordination croissante face à la stratégie putschiste des forces réactionnaires de la droite¹⁷, dès le départ des éléments progressistes partis fonder la IC en 1971¹⁸. Nous avons démontré que cette observation n'est pas clairement visible dans les éditoriaux de *La Prensa* et de *Política y Espíritu*, car il semble que la Démocratie chrétienne cherchait à garder ses distances face à la droite (du moins dans ses discours et dans ses articles). En effet, à la suite des deux dernières phases d'opposition, les références à la CODE¹⁹ sont plutôt rares, même si la stratégie de radicalisation avait contribué à approfondir la crise politique qui secouait le Chili depuis la fin du régime de Frei, et malgré le fait que la Démocratie chrétienne avait perdu beaucoup de son indépendance au profit d'une alliance politique d'opposition. En effet, c'est autour de cette théorie, proposée par Francisco Zapata lors d'une entrevue que nous avons réalisée en mai 1999 au *Centro de Estudios Sociológicos del Colegio de México*, que prend forme l'hypothèse générale du mémoire.

L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE ET LES PHASES STRATÉGIQUES

Les signes de confrontation politique ont créé deux axes de conflits, qui ont servi à déterminer deux stratégies d'oppositions alternatives chez les

démocrates-chrétiens. Pour une part, l'opposition Démocratie chrétienne se constitue en force politique qui a le devoir de gêner ou de paralyser les applications du programme du gouvernement de l'Unité populaire, tant qu'il n'y aura pas de rapports de force favorables (à leur option) au parlement. Ce dernier ne devait pas être renouvelé avant le mois de mars 1973. D'autre part, la Démocratie chrétienne propose à la suite de la première année du régime de l'Unité populaire, une stratégie de destruction pour empêcher Allende de compléter son mandat de six ans. C'est vers cette ultime option que se dirigera l'opposition institutionnelle, surtout parlementaire mais aussi extra-institutionnelle (des masses, terroristes et militaires)²⁰. L'hypothèse d'une tentative de conspiration politique de la part des membres de la Démocratie chrétienne n'est toutefois pas évidente quand on cherche à analyser les phases initiales (1970-1971) du conflit. Selon Francisco Zapata, la Démocratie chrétienne a été amenée vers la droite par sa propre passion anti-marxiste, plutôt que par le sectarisme de l'Unité populaire. Cependant, cette explication ne semble pas justifier les contradictions au sein du parti Démocratie chrétienne, pas plus que le caractère partisan de ses actions extra-institutionnelles, durant les mille jours d'Allende.

Quatre périodes ont été identifiées dans l'évolution des rapports entre la Démocratie chrétienne et l'Unité populaire entre 1970 et 1973 par Michael Fleet dans *The Rise and Fall of Chilean Christian Democracy*²¹. La première phase représente l'attitude initiale du parti, que nous avons renommée opposition cordiale (relative). Cette phase représente un heureux mélange d'éléments de conciliation et de confrontation au sein de la Démocratie chrétienne, alors qu'elle était dominée par l'aile *tercerista* et présidée par Radomiro Tomic. La seconde représente la phase d'opposition constructive, où la Démocratie chrétienne a cherché à offrir un support « critique » à quelques amendements constitutionnels, comme celui permettant la nationalisation complète des mines de cuivre du pays. Il est à noter que, durant cette phase, la Démocratie chrétienne fut présidée en partie par Renán Fuentealba, qui représente un compromis entre les *freistes* et les *terceristas*. Cependant, malgré les efforts des membres de la Démocratie chrétienne pour discréditer le gouvernement de l'Unité populaire, les stratégies initiales d'opposition cordiale et constructive furent un échec pour la Démocratie chrétienne, car la majeure partie de ses propres éléments de gauche (progressistes) ont claqué la porte pour aller rejoindre l'Unité populaire au sein de nouveaux partis politiques²². La phase suivante illustre bien l'intensification des formes d'opposition et le développement d'une stratégie de confrontation. Cette phase d'opposition constitutionnelle représente l'ultime effort de la Démocratie chrétienne pour demeurer une force d'opposition institutionnelle. C'est au cours de cette phase que la Démocratie chrétienne

a eu recours aux accusations constitutionnelles contre des ministres de l'Unité populaire, et qu'elle s'est alliée avec la droite pour fonder la CODE. La dernière phase est celle qui a précipité le coup d'État, car elle fait appel à des éléments extra-institutionnels pour faire opposition totale au régime de Salvador Allende²³. Cette phase d'opposition totale fait la promotion des solutions et des stratégies qui dépassent le cadre légal du système chilien. Elle semble, selon la plupart des auteurs d'ouvrages sur la question, s'être avérée la phase la plus déterminante, car elle permet de comprendre le développement de la logique conspiratrice des auteurs et des promoteurs du coup d'État. Cependant, puisque cette dernière se veut la phase privilégiée par la majorité des auteurs ayant abordé le sujet, nous avons choisi de nous attarder sur les trois premières phases afin de contribuer à l'avancement des connaissances sur le sujet.

L'INFLUENCE DES MÉDIAS ET L'APPUI DE LA MASSE

Tout au long de son histoire, la classe moyenne chilienne s'était servie de l'État pour combattre les privilèges de l'oligarchie, mais cette situation fut inversée à l'époque d'Allende. En effet, au cours de l'expérience de l'Unité populaire, la classe moyenne et la principale formation politique la représentant²⁴, ont été influencées par différents facteurs les ayant menées à s'opposer au gouvernement de façon peu orthodoxe. En cherchant à comprendre comment les deux camps sont entrés en compétition directe afin d'obtenir l'appui de la masse et comment cette compétition était alimentée par les médias de droite et par ceux appartenant à la Démocratie chrétienne, nous avons mis l'accent sur les stratégies de la Démocratie chrétienne et sur sa rivalité avec l'Unité populaire. C'est dans son rôle de parti d'opposition que la Démocratie chrétienne s'est mise à considérer ses adversaires politiques comme des ennemis. Le but de cette recherche n'était pas principalement de chercher à comprendre les raisons du coup d'État chilien, mais plutôt de nous pencher sur la question des divergences politiques au sein de la Démocratie chrétienne durant ces trois années mouvementées, tout en prenant soin de bien définir les groupes d'influence et de faire ressortir l'évolution des positions officielles et informelles de ce parti face au gouvernement de l'Unité populaire.

Les peurs de la Démocratie chrétienne avaient été alimentées par des croyances propres à la guerre froide. En effet, la politique étrangère de la puissance impérialiste de l'hémisphère occidental (États-Unis d'Amérique) semble avoir conditionné le discours de la Démocratie chrétienne, car nous avons observé plusieurs références au totalitarisme et au stalinisme soviétique dans les documents choisis. Toutefois, nous avons prouvé que l'idée de

renverser Allende était bien présente et fortement ancrée, dès le départ, dans l'esprit de certains acteurs de la société chilienne sans pouvoir affirmer que les membres de la Démocratie chrétienne étaient impliqués dans cette stratégie de conspiration. Nous avons tenté parallèlement de souligner le caractère putschiste de la stratégie d'opposition adoptée à la suite du schisme de la Démocratie chrétienne²⁵. Mais, essentiellement, c'est en se concentrant principalement sur la première année suivant l'élection d'Allende que nous en sommes arrivé à la conclusion que la stratégie initiale de la faction *freiste* de la Démocratie chrétienne n'était pas si différente de la stratégie adoptée pour durcir sa position face à Allende en 1972 et en 1973. Nous nous sommes penché brièvement sur la phase d'opposition totale, qui s'est amorcée après les élections parlementaires de mars 1973, afin d'établir un point de comparaison essentiel à la compréhension de l'évolution stratégique de cette formation. Cette dernière phase est celle qui a précipité la prise du pouvoir par les militaires le 11 septembre 1973.

On peut affirmer que les diverses factions de la Démocratie chrétienne ont fait preuve de constance dans leurs positions face à Allende et son gouvernement, si l'on considère que les *freistes* étaient déjà, avant l'élection d'Allende, des anticommunistes avoués. Cependant, c'est la restructuration interne de la Démocratie chrétienne qui a démontré que l'aile *freiste* a contribué au rapprochement de la Démocratie chrétienne avec la droite en étant motivée par sa peur du communisme durant ces trois années. Néanmoins, les partisans de Frei avaient gardé l'idée qu'ils étaient le choix alternatif viable aux modèles de développement préconisés par la révolution cubaine, par le système soviétique, par les systèmes latino-américains fondés sur la dépendance et même par le capitalisme (*made in USA*). Voilà pourquoi on considère les allusions des membres de l'Unité populaire par rapport aux relations de Frei avec les États-Unis d'Amérique comme des attaques. La vision romantique de l'expérience de « la révolution dans la liberté » de Frei avait contribué au mysticisme rattaché au projet de société alternatif et nouveau de la Démocratie chrétienne chilienne en laissant croire que Frei était l'auteur d'une expérimentation politique unique et exportable. À notre humble avis, c'est ce que l'Unité populaire représentait aussi. En étant l'auteur du premier projet de révolution socialiste démocratique respectant la voie des urnes dans le monde, Allende avait cherché à offrir, lui aussi, une alternative aux systèmes politiques existants (de l'époque). En jouant sur le même terrain que Frei, Allende avait, malgré lui, participé à la situation de crise d'identité que traversait la Démocratie chrétienne et cela explique le choix de Tomic (*terceriste*-progressiste) comme candidat aux élections de 1970. L'élection d'Allende lors de ce scrutin historique avait grandement marqué l'imaginaire des gauchistes et des non-alignés à travers le monde.

Cependant, une certaine ingénuité de la part des sympathisants et opposants à l'expérience de «la voie chilienne vers le socialisme» a contribué à la chute d'Allende et à la mise en tutelle de la démocratie au Chili, car l'histoire avait fait en sorte que la grande majorité des Chiliens et observateurs étrangers avaient une bonne confiance envers les militaires chiliens. Cette naïveté, partagée par bien des gens, représente une circonstance atténuante quand on pose la question suivante : est-ce que le parti Démocrate-chrétien chilien a joué un rôle déterminant dans le renversement du régime de Salvador Allende ?

LA RIVALITÉ FREI-ALLENDE A OUVERT LA PORTE À PINOCHET

De toute évidence, on observe dans les sources primaires que les démocrates-chrétiens ont été fortement incités à adopter une stratégie d'opposition radicale proposée par l'aile conservatrice (*freiste*) de la Démocratie chrétienne. Cependant, les partisans et les membres du parti ont réalisé, après le coup d'État de 1973 et la prise du pouvoir par Pinochet, qu'ils avaient servi les intérêts de la vieille oligarchie, en étant poussés à s'allier avec la droite, pour mettre un terme à l'expérience révolutionnaire de l'Unité populaire²⁶. Par contre, il serait faux de dire que la Démocratie chrétienne, en tant que parti, a été attirée par la droite par une base réactionnaire de militants anticommunistes grandissante, car il n'y avait pas de disparités notables au sein de sa base partisane²⁷. C'est plutôt l'aile *freiste* qui a alimenté une peur qui était bien réelle chez la classe moyenne à travers les médias appartenant au parti. De plus, la base partisane du parti Démocratie chrétienne a continué à prendre de l'expansion chez les gens de classe moyenne à la suite du départ des éléments progressistes du parti. Les médias avaient tenté de démontrer que l'alliance des déserteurs de la Démocratie chrétienne avec l'Unité populaire était la preuve que le parti de l'ancien président Frei avait été infiltré par des éléments subversifs d'orientation gauchiste. Les gens de cette classe sociale et la base partisane de la Démocratie chrétienne sont devenus progressivement anti-Allende et anti-Unité populaire. Il est à noter que le 9 mars 1971 s'est amorcé l'opération Vérité (*Operación Verdad*) lancée par Allende. À ce moment, un personnage inconnu portant le nom de *Veritas* sert un avertissement à Allende dans les pages éditoriales de *La Prensa* afin qu'il dise toute la vérité, puisqu'il est l'instigateur de cette opération. Le biographe d'Eduardo Frei, Cristián Gazmuri, a confirmé dans le second tome de l'œuvre dédiée à l'ancien président que *Veritas* était nul autre que Frei lui-même²⁸, démasquant ainsi l'auteur de cet article révélateur. Voilà pourquoi il est plus facile d'analyser la position de Frei par rapport à Allende en 2003 qu'en 1973. Nous avons montré que le

rôle de la Démocratie chrétienne et de Frei est indéniable dans les événements ayant provoqué une polarisation politique croissante durant la période 1970-1973. En tentant d'expliquer comment une partie de la Démocratie chrétienne a mis de côté sa neutralité et a modifié sa stratégie pour basculer vers la droite, nous avons cherché à comprendre comment et pourquoi ce parti politique a pu recourir à des méthodes d'obstruction systématique pour faire opposition à Allende.

Grâce à une analyse basée sur le vocabulaire employé, nous avons prouvé que les accusations de « totalitarisme », « stalinisme », « sectarisme », « politique antidémocratique » et d'autres genres à l'endroit du gouvernement présidé par Salvador Allende étaient présentes tout au long de cette période. Par exemple, la Démocratie chrétienne essayait de faire croire, à travers les éditoriaux de *La Prensa* et de *Política y Espiritu*, que les centres de réforme agraire de l'Unité populaire, que le ministre Chonchol était en train de développer, étaient des *Kolkhoz* déguisés²⁹. Ces accusations ont permis aux journaux de droite et à *La Prensa* de lancer une campagne de propagande contre l'approfondissement de la réforme agraire et surtout, contre les méthodes « séditieuses » employées pour y parvenir³⁰. D'autres articles à caractère politique frôlent la démagogie, comme : « *La libertad de Prensa: Concesión o Derecho?* »³¹ [La liberté de presse : concession ou droit ?]. Dans cet article, on dénonce les atteintes à la liberté de presse, alors qu'en réalité la majeure partie des médias chiliens était sous le contrôle de la droite et indirectement financée par la CIA³². De plus, absolument rien n'empêchait les médias de toutes tendances de dire ce qu'ils voulaient, car il y avait un grand respect des droits de parole durant tout le régime Allende³³. Le respect de la démocratie comprenait aussi le maintien d'une presse indépendante. Selon le Président, l'opposition jouissait de toute la latitude nécessaire pour écrire ses articles. Ce dernier était d'autant plus conscient que la majeure partie des médias chiliens n'était pas les outils de l'Unité populaire ; elles étaient celles de l'opposition interne et externe. Les journaux comme *El Mercurio*, *Tribuna* et *SEPA* étaient les plus connus et ils avaient été infiltrés par des agents de la CIA³⁴. Cependant, la « voie chilienne vers le socialisme » ne prévoyait aucune censure pour les médias d'opposition. Cette notion de liberté intellectuelle avait été respectée par les membres de l'Unité populaire et les arguments des éditorialistes et journalistes de la Démocratie chrétienne et de la droite qui cherchaient à prouver qu'on portait atteinte à la liberté de presse, étaient le résultat d'une perception « distorsionnée » des événements, conditionnée par les intérêts de la classe sociale qu'ils défendaient. On fait aussi mention dans les médias de la Démocratie chrétienne de l'influence marxiste externe et interne en disant qu'elle est à

l'origine de ce que la Démocratie chrétienne a défini comme étant « la voie zig-zag »³⁵.

CONCLUSION

Le malaise provoqué par l'élection d'un président d'orientation marxiste, qui cherchait à transformer ce pays latino-américain, en offrant un exemple de transition démocratique (légaliste) vers un système socialiste inédit, a contribué à la radicalisation de la stratégie d'opposition de la Démocratie chrétienne. La position de la Démocratie chrétienne est bien exprimée à travers les documents sélectionnés comme source primaire et démontre que les médias d'opposition ont reflété cette croissante méfiance envers le gouvernement de l'Unité populaire et son chef, Salvador Allende. Les récents événements (février, avril, novembre, décembre 2002 et janvier 2003) au Venezuela font resurgir un sentiment de déjà vu aux historiens et politico-logues ayant abordé le sujet des relations Démocratie chrétienne-Unité populaire au Chili. Au-delà des aspects d'interférence des puissances étrangères dans la tentative de renversement d'Hugo Chávez, qui nous rappelle le cas chilien, il serait intéressant d'étudier le discours de l'opposition vénézuélienne depuis 1997, afin de réaliser une étude comparative. L'usage d'éditoriaux et de journaux d'opposition pourrait nous éclairer sur leurs propres stratégies d'opposition. L'interprétation des actions de l'Unité populaire de la part des éditorialistes démocrates-chrétiens et les mesures prises par le gouvernement Allende créaient de l'incertitude. Puisque la Démocratie chrétienne était fondamentalement un parti de classe moyenne qui pouvait compter sur l'appui de certains secteurs populaires, on a tenté de démontrer que tout ce que faisait Allende était à l'avantage des classes défavorisées et pour ce faire, qu'il allait transformer le Chili en un État totalitaire. Cela prouve que ce n'est pas la base partisane de la Démocratie chrétienne qui l'a poussé à s'allier avec les réactionnaires de droite, mais son aile conservatrice (*freiste*), au fur et à mesure qu'ils reprenaient les commandes du parti.

Ce qui rend cette recherche originale est qu'elle se concentre sur les causes internes ayant joué un rôle dans le conflit politique qui trouve son dénouement dans le coup d'État de 1973, plutôt que de s'attarder sur les éléments externes qui ont tendance à souligner l'importance des services secrets américains dans les événements ayant provoqué la chute d'Allende. Toutefois, pour avoir un panorama complet des relations Démocratie chrétienne-Unité populaire, il aurait été préférable d'analyser l'attitude de la gauche face à la Démocratie chrétienne et d'approfondir les recherches en y incorporant plus de documents tirés des médias de la gauche afin de contrebalancer et de

nuancer certaines de nos affirmations. Il est évident que les membres de la Démocratie chrétienne avaient peur d'Allende et n'hésitaient pas à brandir le spectre du totalitarisme dans les médias et surtout dans les éditoriaux de *La Prensa* et de *Política y Espíritu*. Cependant, ils s'étaient pris à leur propre piège. Effroyable réalité dont ils ont réalisé l'ampleur après le coup d'État puisque le totalitarisme venait de l'autre côté et que le peuple chilien aurait à subir plus de seize ans de dictature.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Philippe Longchamps, *L'attitude du parti de la Démocratie chrétienne face à Salvador Allende au Chili entre 1970 et 1973*, mémoire de maîtrise, Département d'histoire de l'UQAM, 2003.
2. Ce déclin de l'aile conservatrice de la DC allait culminer en septembre 1970, alors qu'on a présenté un candidat de l'aile terceriste progressiste (Tomic) comme candidat à la présidence. Cette stratégie s'est avérée très néfaste pour la DC, car ils allaient entrer en compétition directe avec les partis de l'UP pour l'appui de la masse et ils allaient adopter un discours de gauche, ouvrant ainsi la porte aux partis de droite, facilitant ainsi la tâche de leur candidat, Alessandri.
3. Michael Fleet, *The Rise and Fall of Chilean Christian Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
4. Pierre Letamendia, *Eduardo Frei*, Paris, Éditions Beauchesne, 1989.
5. Selon Letamendia (le biographe de Frei), toutes les études publiées sur le coup d'État du 11 septembre 1973 nous indiquent que le rôle de la DC et du PN dans les événements ayant mené au coup d'État a été négligeable. Il croit que le coup d'État fut fondamentalement organisé par les militaires.
6. Joe-Ann Zammit et Salvador Allende ont respectivement intitulé une de leurs œuvres : *The Chilean Road to Socialism*, 1973, alors que Robinson Rojas Sandford a intitulé une de ses œuvres : *The Murder of Allende and the End of the Chilean Way to Socialism*, 1975.
7. José Del Pozo, *Le Chili contemporain, quelle démocratie?*, Montréal, Éditions Nota bene, 2000, p. 15.
8. Ricardo Yocelovsky, « La DC Chilena : Trayectoria de un proyecto », Mexico D. F. *Revista Mexicana de Sociología*, 1985, vol. 47, no. 2, p. 288-289. Ce dernier fait mention de cette intention de la DC, mais Claude Heller Roussant décrit de façon plus explicite que le plan du parti était l'institutionnalisation révolutionnaire d'un système à un parti unique (hégémonique) dans son livre *Política de Unidad en la Izquierda Chilena (1956-1970)* à la page 98. «El objetivo práctico de los seguidores de este enfoque corporativista era lograr una revolución institucionalizada sobre la base de un sistema unipartidista fundamentado en el apoyo de los principales sectores de la sociedad integrados en organismos corporativos».
9. Front d'action populaire (alliance des partis de la gauche avant 1970).

10. On remarque dans les articles et éditoriaux de *Política y Espíritu*, qu'à partir de novembre 1970, Tomic est montré du doigt et qu'il est tenu responsable de la troisième place de la DC aux élections de 1970.

11. Le terme *freiste* vient remplacer le terme *officialiste* après la défaite de Tomic, car ce groupe était essentiellement composé de partisans de Frei.

12. Francisco Zapata, entrevue à Mexico, 1999.

13. L'assassinat du général Schneider, le 22 octobre 1970, par un groupe d'extrême droite, a tôt fait de contrecarrer les plans de la faction *freiste* de la DC qui s'était laissée inspirer des recommandations de la CIA. Les membres *freistes* de la DC souhaitaient un changement où le candidat de droite aurait renoncé immédiatement au pouvoir après avoir été assermenté par le Congrès. Ensuite, ils auraient effectué un second tour. De cette façon, ils croyaient que Frei pourrait représenter le centre et la droite unie pour défaire Allende dans un système qui s'apparente au système électoral français.

14. *El Estatuo de garantias constitucionales* est un document publié le 25 septembre 1970 dans le journal de droite *El Mercurio*. Il devint l'objet de plusieurs éditoriaux prônant la coopération des partis politiques et dénonçant les groupes extrémistes comme le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et *Patria y libertad* (groupe d'extrême droite responsable de la mort du général Schneider). Ce document est avant tout une liste de condition envers Allende qui en dit long sur la stratégie initiale d'opposition de la DC. Ce texte a permis de conférer une sorte de légitimité (approbation de la DC) au président élu, afin qu'il soit assermenté par le Congrès. Il est à noter que ce document ne posait pas vraiment de problème à Allende, car c'était en tous points, ce que l'UP avait l'intention de faire.

15. Parti Socialiste du Chili.

16. Le parti National était le parti de la droite traditionnelle, son chef était Alessandri et il avait terminé deuxième aux élections de septembre 1970.

17. Yocelovsky, p. 299.

18. Certains membres de la fraction *terceriste* ont protesté contre cette alliance avec la droite et ont pris la décision de quitter le parti DC, en 1971, pour former un nouveau parti politique. Il vient à propos de spécifier que la Gauche chrétienne (IC) a rejoint l'Unité populaire par la suite.

19. Confédération démocratique (alliance PN-DC contre l'UP en 1973).

20. Zapata, 1999.

21. Les phases décrites par l'auteur concernent précisément les relations DC-UP entre 1970 et 1973.

22. Jacques Chonchol, entrevue à Santiago, 2002.

23. Fleet, p. 167.

24. Le Parti Démocrate-chrétien chilien était reconnu depuis 1958 comme la principale formation politique qui défendait les droits et les privilèges de la classe moyenne.

25. Le schisme de la DC a été provoqué par le départ des éléments progressistes du parti, on appelait ces derniers *terceristes*. La plupart des membres de cette tendance ont

quitté le parti pour fonder la Gauche chrétienne (IC) en 1971.

26. Chonchol, entrevue à Santiago, 2002.

27. *Idem*.

28. Cristián Gazmuri, *Eduardo Frei Montalva y su época (Tomo II)*, Santiago, Aguillar Chilena de Ediciones, 2000, p. 796.

29. Jacques Chonchol avait travaillé à la question de la réforme agraire cubaine. Sous le régime de Fidel Castro, on l'avait associé aux révolutionnaires cubains. En effet, dès l'époque où il était ministre de la DC sous Frei, certains membres de son propre parti et les journaux de droite se sont servis de cet argument pour affirmer qu'il était un infiltré du castrisme au sein de la DC.

30. La question de la réforme agraire est d'une importance primordiale, afin de comprendre comment le gouvernement d'Allende s'était démarqué par rapport à la tentative de réforme de Frei.

31. *La Prensa*, 11 avril 1971, p. 3.

32. Le rapport Church affirme que la quasi totalité des médias d'opposition (droite et DC) était financée par les É.U. et que la CIA offrait un support logistique aux journalistes. Voir : *Rapport Church*, A24, p. 27-29.

33. Selon Jacques Chonchol dans une entrevue réalisée à Santiago le 30 janvier 2002 Jacques Chonchol, entrevue à Santiago, 2002.

34. *Rapport Church*, A24. p. 27-29.

35. Cette définition de la DC de la voie chilienne vers le socialisme démontre qu'elle croyait que le projet de la gauche était improvisé et influencé par les éléments les plus à gauche de la coalition de partis formant l'UP.